

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du HAUT-RHIN
Arrondissement d'ALTKIRCH
Nombre de membres élus : 59
Membres en fonction : 59

SEANCE du 13 février 2020 – 19h00

*Approb mise en place pénalités financières en cas de non-conformité
réglementaire ou refus de visite ANC - Délibération n° C20200208*

Sous la présidence de Monsieur Pierre SCHMITT

Et sur invitation en date du 06 février 2020

Sont présents 35 membres titulaires
Sont absents 24 membres
- Dont suppléés : 03
- Dont représentés : 08

Votants : 46
- Dont « pour » : 39
- Dont « contre » : 01
Dont abstentions : 06

COMMUNE	NOM	Prénom	Qualité	Présent(e)	Suppléé(e)	Absent(e) Excusé(e)	Représenté(e)
ALTENACH	LAMERE	Jean-Luc	Titulaire/M	X			
BALLERSDORF	BOLORONUS	Bernard	Titulaire/M	X			
	BUEB	Jean	Titulaire/A	X			
BALSCHWILLER	SCHNOEBELEN	Jean-Marie	Titulaire/M			X	
	JACOBERGER	Thierry	Titulaire/A	X			
BELLEMAGNY	BILGER <i>Procurator</i>	Christian	Titulaire/M	X			
BERNWILLER	SCHITTLY	Philippe	Titulaire/M			X	DITNER Mathieu
	DITNER <i>Procurator</i>	Mathieu	Titulaire/A	X			
	ROTH	Jean-Luc	Titulaire/A			X	
BRECHAUMONT	GUITTARD	Franck	Titulaire/M		X		
BRETTEN	PFANTZER	Pascal	Titulaire/M	X			
BUETHWILLER	BRINGEL	Eric	Titulaire/M	X			
CHAVANNES-sur-l'ETANG	GASSMANN	Vincent	Titulaire/M			X	BOURQUARD Chantal
	BOURQUARD <i>Procurator</i>	Chantal	Titulaire/A	X			
	MUMBACH <i>Procurator</i>	Paul	Titulaire/M	X			
	STROH	Dominique	Titulaire/A			X	MUMBACH Paul
	GAUGLER	Yvan	Titulaire/A			X	
	LENA	Laurette	Titulaire/CM	X			
	DEMICHIEL	Hugues	Titulaire/A	X			
	HUG	Frédéric	Titulaire/CM			X	SCHMITT Pierre
DIEFMATTEN	BAUR	Roger	Titulaire/M	X			
EGLINGEN	SCHMITT <i>Procurator</i>	Pierre	Titulaire/M	X			
ELBACH	SCHACHERER	Emmanuel	Titulaire/M	X			
ETEIMBES	CONRAD	Yves	Titulaire/M			X	BILGER Christian
FALKWILLER	SCHNOEBELEN	Jean-Marc	Titulaire/M	X			
FRIESEN	GEIGER	Claude	Titulaire/M			X	
FULLEREN	CLORY	Patrick	Titulaire/M	X			
GILDWILLER	SCHNOEBELEN	Gabriel	Titulaire/M	X			
GOMMERSDORF	NASS <i>Procurator</i>	Denis	Titulaire/M	X			
GUEVENATTEN	SCHITTLY	Bernard	Titulaire/M	X			
HAGENBACH	BACH	Guy	Titulaire/M	X			
	ROCHEREAU	Philippe	Titulaire/A	X			
HECKEN	GENTZBITTEL	Claude	Titulaire/M	X			
HINDLINGEN	SAHM	Paul	Titulaire/M			X	NASS Denis
LARGITZEN	SCHLOESSLEN	Jean-Jacques	Titulaire/M			X	
MAGNY	MENETRE	Didier	Titulaire/M	X			
MANSPACH	DIETMANN	Daniel	Titulaire/M	X			
MERTZEN	WININGER	José	Titulaire/M	X			
MONTREUX-JEUNE	HERRGOTT	Michel	Titulaire/M			X	ULMANN Fabien
	TRABOLD	André	Titulaire/M	X			
MONTREUX-VIEUX	BARBIER	Françoise	Titulaire/A			X	
MOOSLARGUE	SOMMERHALTER	Pascal	Titulaire/M		X		
	FRISCH	Jean-Rodolphe	Titulaire/M			X	
PFETTERHOUSE	HEYER	Morand	Titulaire/A			X	
RETZWILLER	GISSINGER	François	Titulaire/A			X	
ROMAGNY	LEWEK	Denis	Titulaire/M	X			

SAINT-COSME	WIES	Joël	Titulaire/M		X		
SAINT-ULRICH	MURER	Jean-Paul	Titulaire/M	X			
SEPPOIS-le-BAS	BURGY	Claude	Titulaire/M			X	
	LEBUS	Marie-Paule	Titulaire/A			X	
	PONCET	Stéphane	Titulaire/CM			X	
SEPPOIS-le-HAUT	ULMANN <i>Procuration</i>	Fabien	Titulaire/M	X			
STERNENBERG	SUTTER <i>Procuration</i>	Bernard	Titulaire/M	X			
STRUETH	MATHIEU	Jean-Jacques	Titulaire/M	X			
TRAUBACH-le-BAS	BISCHOFF	Jean-Claude	Titulaire/M			X	SUTTER Bernard
TRAUBACH-le-HAUT	RINNER	Pierre	Titulaire/M	X			
UEBERSTRASS	LEY	Bernard	Titulaire/M	X			
VALDIEU-LUTRAN	LACHAUSSEE	Florent	Titulaire/M	X			
WOLFERSDORF	JUD	Claude	Titulaire/M			X	

DELIBERATION N° C20200208
Pôle EAU/ASSAINISSEMENT
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
APPROBATION MISE EN PLACE de PENALITES FINANCIERES
en cas de non-conformité règlementaire ou refus de visite

La Communauté de communes Sud Alsace Largue exerce la compétence Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), chargée de contrôler les installations d'assainissement non collectif.

A ce titre et dans le but d'améliorer la conformité des équipements, valoriser la ressource en eau et agir efficacement contre les pollutions, le Président expose au conseil communautaire la proposition de majoration de la redevance d'assainissement non-collectif dans les cas suivants :

- ✓ **Cas 1** : Obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC
- ✓ **Cas 2** : Installations non-conformes avec obligation de réalisation des travaux de réhabilitation dans les délais impartis notamment dans les cas suivants :
 - absence d'installation
 - installation présentant des dangers pour la santé des personnes
 - installation présentant un risque avéré de pollution de l'environnement
 - installation non-conforme dans le cadre d'une vente immobilière

Vu l'article L 1331-1-1 alinéa I du code de la santé, les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement ;

Vu l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique, tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L1331-1 à L1331-7-1, il est astreint au paiement d'une somme au moins égale à la redevance qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au service public d'assainissement collectif ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil communautaire dans la limite de 100% ;

Vu l'avis favorable de la commission assainissement le 27 novembre 2019 ;

Vu l'avis favorable à la majorité avec cinq abstentions en séance du Bureau le 27 janvier 2020 ;

Le Président propose de retenir le seuil maximum de la pénalité financière, à savoir 100 % du montant de la redevance concernée.

Cette pénalité financière s'applique suivant les conditions fixées dans l'arrêté du 27 avril 2012, ainsi qu'au chapitre 5 du règlement d'assainissement non-collectif.

Considérant les tarifs des contrôles votés par délibération en séance du Bureau le 12 décembre 2016 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire par 39 voix pour, 01 voix contre et 06 abstentions :

- **DECIDE** de majorer de 100 % le montant de la pénalité financière prévu par l'article L1331-8 du code la santé publique ;
- **DECIDE** de modifier en conséquence les modalités financières des pénalités pour absence non justifiée au rendez-vous fixé et annulation hors délai de prévenance et d'appliquer les nouveaux montants des redevances d'assainissement non collectif tel que présentés ci-dessus ;
- **DONNE** au Président pouvoir de poursuivre l'exécution de la présente délibération en prenant toutes les dispositions nécessaires.

Pour extrait certifié conforme
DANNEMARIE, le 14 février 2020
Le Président, Pierre SCHMITT

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.
Acte rendu exécutoire le :

